

Le ministre délégué au Budget pousse à la réduction du train de vie de l'Etat

Alain Lambert, chasseur de dépenses

Un gâteau, des bougies et une bouteille de champagne. Le 4 mars dernier, alors que le ministre des Affaires sociales venait " plancher " devant son collègue du Budget, Alain Lambert n'avait pas oublié que François Fillon fêtait ce jour-là son quarante-neuvième anniversaire. Le commandant en second de Bercy a beau traquer les économies dans les moindres recoins de l'Etat, il ne se départit jamais de sa convivialité naturelle. *" Dans un univers où l'on a parfois la circulaire brutale, il apporte beaucoup de chaleur humaine et une vraie attention aux autres. "* Le compliment est de Jean-Pierre Raffarin. Cible évidente de Bercy, Luc Ferry, le patron du " mammoth " de l'Éducation nationale, ne manque jamais une occasion de saluer *" mon ami Alain "*.

Père, avec le socialiste Didier Migaud, de la grande réforme de la procédure budgétaire du 1^{er} août 2001, Alain Lambert veut échapper au rôle traditionnel de censeur implacable de Bercy.

Sur l'écran de veille de son ordinateur défilent en boucle les articles 14 et 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirmant que *" la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration "*, que *" les citoyens ont le droit de constater la nécessité de la contribution publique "* et *" d'en suivre l'emploi "*. L'ancien président du Conseil supérieur du notariat n'a pas changé d'approche : si l'État ne peut pas dépenser sans compter, c'est parce que *" nous n'avons pas le droit de faire porter les factures sur les épaules de nos enfants "*. Son passé de notaire lui colle d'ailleurs toujours à la peau. *" Il en a gardé le style "*, ironise un de ses collègues qui ignore que sous une allure vestimentaire toujours stricte, Alain Lambert s'amuse souvent à photographier ses interlocuteurs avec son appareil numérique extra-plat ou à bombarder ses proches d'e-mails envoyés depuis son téléphone portable dernier cri.

Pétri de catholicisme social, le ministre du Budget assume son amitié pour Nicolas Sarkozy -qui en aurait fait le numéro 1 de Bercy s'il avait été premier ministre - et son positionnement libéral au sein du gouvernement. *" L'efficacité économique, dit-il, est la condition du progrès social "* Il n'est d'ailleurs pas peu fier d'en administrer la preuve à Alençon, reprise à la gauche en 1989, où il a réduit la dette, les dépenses et les effectifs *" tout en maintenant la qualité des services au public et en améliorant la carrière des fonctionnaires "*.

A Bercy, le défi est d'une autre ampleur. *" On est d'autant plus efficace qu'on ne communique pas trop "*, élude-t-il à propos du serpent de mer de la réforme du ministère des Finances, qu'il met malgré tout en oeuvre aux côtés de Francis Mer. Après quelques ratés de communication dans les premières semaines, le tandem de Bercy n'inquiète plus Matignon. Sur le fond, Mer et Lambert sont en effet d'accord sur tout. Même si le souci politique affleure davantage chez l'ancien sénateur de l'Orne que chez l'ancien patron d'Arcelor. Attentif aux parlementaires, Alain Lambert sait qu'il lui reste une carrière à poursuivre après le gouvernement. A la présidence du Sénat ?

